

30/04/2020

# Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION  
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES  
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



**Mars 2020**

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.  
Il est disponible sur le site de la DPEE : [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)

DPEE/DSC@ Avril 2020

## CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

### Perspectives économiques mondiales revues à la baisse en raison de la pandémie du COVID-19

COVID-19 qui a secoué l'activité et fortement assombri les perspectives économiques. Les prévisions économiques du Fonds monétaire international (Fmi), en mars 2020, ne sont guère reluisantes pour cette année. Elles tablent sur une récession de 3% de l'économie mondiale en 2020, soit un recul de 6,3 points de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier. Cette contraction concernerait aussi bien les pays avancés que ceux émergents et en développement. En particulier, les principales économies anglo-saxonnes, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, devraient subir de plein fouet les conséquences économiques de cette pandémie. Leurs PIB respectifs baisseraient de 5,9% et 6,5% en 2020 après des croissances respectives de 2,3% et 1,4% en

En mars 2020, la plupart des économies dans le monde ont vu leurs productions s'effondrer du fait de la pandémie de

2019. Quant à l'économie de la zone euro, elle serait plus affectée par le choc sanitaire, avec une récession de 7,5% en 2020 contre une croissance de 1,2% l'année dernière. Plus précisément, l'activité économique devrait se replier de 9,1% en Italie, de 8% en Espagne, de 7,2% en France et de 7% en Allemagne. Pour le Japon, les prévisions tablent sur une contraction du PIB de 5,2% en 2020, après une hausse de 0,7% en 2019. L'économie de la Chine résisterait mieux à la crise. En effet, la production chinoise devrait afficher une croissance de 1,2% en 2020, reculant, toutefois, de 4,9 points relativement à l'année précédente. En Afrique au sud du Sahara, l'activité économique devrait aussi entrer en récession en 2020. La croissance annualisée du PIB de la région est anticipée à -1,6%, soit 4,7 points de pourcentage de moins qu'en 2019. Les principales économies sub-sahariennes, notamment, le Nigéria et l'Afrique du sud devraient connaître des taux de croissance respectifs de -3,4% et -5,8%, contre 2,2% et 0,2% en 2019.

## MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE

### Adoption de politiques monétaires expansionnistes par la Fed et la BCE pour combattre les effets négatifs du COVID-19 sur l'économie

américaine (Fed) a fait passer ses taux à une fourchette com-

Sur le marché financier international, la situation reste marquée par l'attitude expansionniste des grandes banques centrales face à la crise. En mars 2020, la Réserve fédérale

prise entre 0% et 0,25% et a injecté massivement des fonds sur les marchés financiers afin de soutenir l'économie. Situés à des niveaux très bas (-0,5% pour le taux de dépôt et 0,0% pour le taux d'intérêt de base), les taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) sont restés inchangés. Par contre, en mars 2020, l'institution européenne a décidé d'augmenter le montant de ses d'achats nets d'actifs de 870 milliards d'euros supplémentaires. Pour sa part, la Banque d'Angleterre (BoE) a réduit de 65 points de base son taux directeur à 0,1% pour limiter les effets de la pandémie sur l'économie britannique.

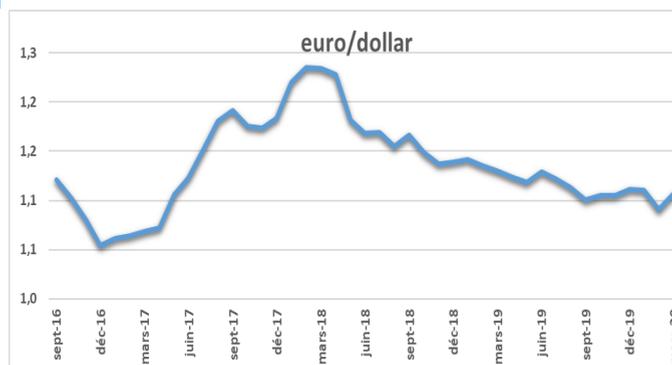
## MARCHE DE CHANGE

### Appréciation du dollar face aux principales devises en mars 2020

Sur le marché de change, le dollar américain s'est apprécié face aux principales devises de référence, en mars 2020. En effet, il s'est renforcé respectivement de 0,6%, 0,5% et 0,2% vis à vis de la livre sterling, de l'euro et du yen. Comparativement aux devises des pays émergents, le billet vert s'est aussi apprécié face au real brésilien (+8,2%), au rouble russe (+4,9%) et à la roupie indienne (+1,7%). Par contre, il a enregistré un repli de 0,9% par rapport au yuan chinois sur la période.

Sur le marché de change, le dollar américain s'est apprécié face aux principales devises de référence, en mars 2020. En effet, il s'est renforcé respectivement de 0,6%, 0,5% et 0,2% vis à vis de la livre sterling, de l'euro et du yen. Comparativement aux devises des pays émergents, le billet vert s'est aussi apprécié face au real brésilien (+8,2%), au rouble russe (+4,9%) et à la roupie indienne (+1,7%). Par contre, il a enregistré un repli de 0,9% par rapport au yuan chinois sur la période.

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



Source: Banque de France

## INFLATION

### Ralentissement de l'inflation annuelle en mars 2020 dans les pays de l'OCDE

sortie à 0,7% en zone euro, après 1,2% un mois plus tôt. Au sein de la zone, la hausse de l'indice des prix à la consommation s'est établie à 1,4% en Allemagne et à 0,7% en France après 1,7% et 1,4%, respectivement, en février 2020. Dans les

Au titre des prix à la consommation dans les économies avancées, l'inflation annuelle a ralenti en mars 2020. En effet, elle est res-

économies anglo-saxonnes, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, l'inflation a ralenti en mars 2020, à 1,5% après respectivement 2,3% et 1,7% au mois précédent. S'agissant des pays émergents, la hausse du niveau des prix à la consommation de mars 2020 s'est atténuée en Chine (+4,3% après 5,2%) et au Brésil (+3,3% après 4%). En Russie, elle s'est accentuée, passant de 2,3% en février à 2,5% en mars 2020.

## MARCHE DES MATIERES PREMIERES

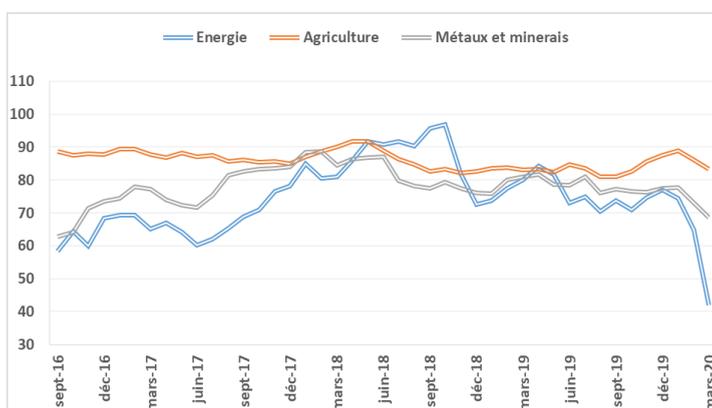
### Chute des cours des matières premières en mars 2020

Sur le marché des matières premières, les cours ont connu une chute importante en mars 2020, conséquence des perturbations au niveau de l'offre mais également de la contraction de la demande liée à la pandémie. En rythme mensuel, les indices des cours des produits énergétiques et non énergétiques ont enregistré des baisses respectives de 35,3% et 3,7%. La forte baisse de l'indice des cours de l'énergie résulterait principalement du repli des prix du pétrole (-39,6%). Les

cours des produits agricoles et ceux des métaux et minerais, reculant respectivement de 3,1% et 5,9%, ont essentiellement concouru au repli de l'indice des cours des produits non énergétiques.

Au plan alimentaire, l'indice des prix a encore enregistré une baisse en mars 2020 (-4,3%), sous l'effet principal du sucre (-19,1%), des huiles végétales (-12%), des produits laitiers (-3%), des céréales (-1,9%) et de la viande (-0,6%) dans une moindre mesure. En glissement annuel, l'indice des prix des produits alimentaires a, par contre, augmenté de 2,7%, porté par les huiles végétales (+9%) et la viande (+7%).

**Graphique 2:** Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)



Source: BM, DPEE

### Baisse des cours du Brent en mars 2020

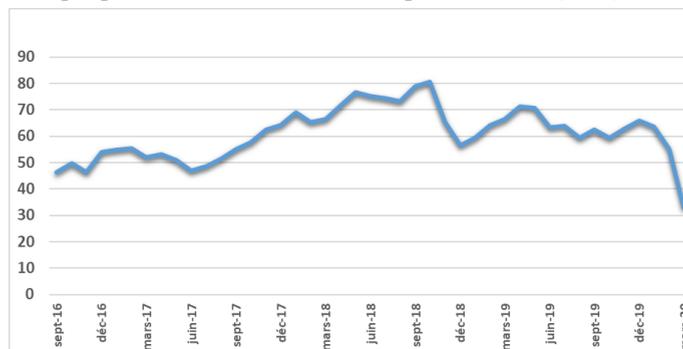
En mars 2020, la baisse de la consommation mondiale liée à la pandémie du covid-19 et l'excédent d'offre engendré par la guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie ont fait fortement chuter les cours du pétrole. En effet le cours du Brent est ressorti à 32,98 dollars le baril, soit un repli de 40% par rapport au mois précédent et de 50,3% en glissement annuel.

**Tableau 1:** Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires de base (base 100 = 2002-2004)

	2019		2020		Variations (%)	
	Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	
Produits alimentaires	167,6	180,0	172,2	-4,3%	2,7%	
Céréales	164,7	167,8	164,6	-1,9%	-0,1%	
Huiles végétales	127,6	158,1	139,1	-12,0%	9,0%	
Sucre	180,4	209,7	169,6	-19,1%	-6,0%	
Viande	164,5	177,0	176,0	-0,6%	7,0%	
Produits laitiers	204,3	209,8	203,5	-3,0%	-0,4%	

Source: FAO, DPEE

**Graphique 3:** Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)



Source: Banque Mondiale, DPEE

## ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

### Consolidation de l'activité en mars 2020

Au mois de mars 2020, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est consolidée de 2,1%, en rythme mensuel, tirée par le secondaire (+9,7%) et l'administration publique (+3,2%). Pour leurs parts, le tertiaire et le primaire se sont respectivement contractés de 2,5% et 1,7%.

Sur un an, un repli de 3,5% de l'activité économique est noté, en mars 2020, en liaison avec le tertiaire (-8,5%) et le secondaire (-1,9%).

**Tableau 2:** Indice Général d'Activité (IGA)

	Poids. 2019	2019		2020		Variations	
		Mars (1)	Fév. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(1)	Glis. (3)/(1)	
Secteur Primaire	5,7%	125,2	137,7	135,3	-1,7%	8,1%	
Secteur Secondaire	26,8%	125,2	111,9	122,8	9,7%	-1,9%	
Secteur Tertiaire	51,6%	95,3	89,46	87,2	-2,5%	-8,5%	
Administration publique	15,8%	118,9	117,6	121,3	3,2%	2,1%	
IGA (hors agriculture)	100%	108,8	102,7	104,9	2,1%	-3,5%	

Source: DPEE

**SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE)****Contraction du secteur primaire en mars 2020**

Au mois de mars 2020, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est contracté de 1,7%, en variation mensuelle, en liaison avec la contreperformance du sous-secteur de la pêche (-5,0%). Sur la période, le sous-secteur de l'élevage s'est bonifié de 0,3%. Sur un an, une croissance de 8,1% du primaire est notée, en mars 2020, à la faveur de la bonne tenue de la pêche (+37,8%).

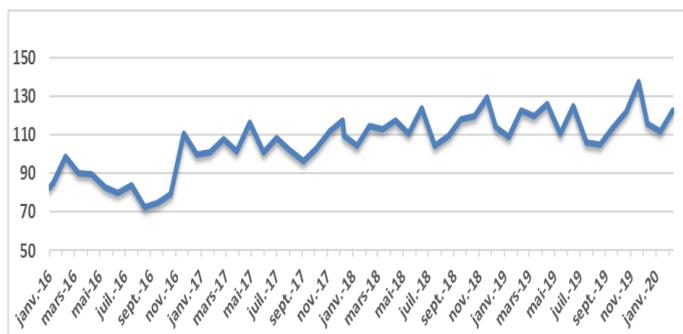
**Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secteur primaire**

SECTEUR	Poids. 2018	2019		2020		Variations	
		Mars. (1)	Fév. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	
Primaire (hors agriculture & sylviculture)	5,7%	125,2	137,7	135,3	-1,7%	8,1%	
Elevage	4,0%	129,8	124,5	124,8	0,3%	-3,8%	
Pêche	1,8%	115,1	167,0	158,6	-5,0%	37,8%	

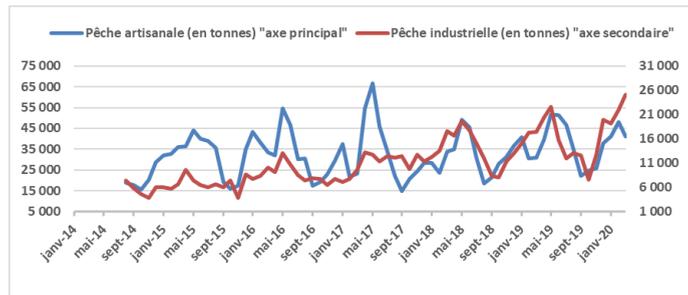
Source: DPM, PAD, SOGAS, DPEE

**SECTEUR SECONDAIRE****Bonne tenue de l'activité du secondaire en mars 2020**

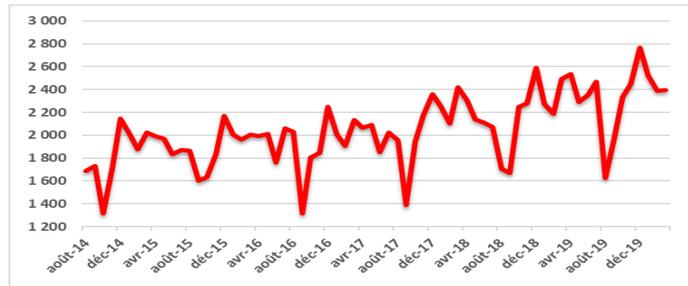
En rythme mensuel, le secteur secondaire s'est conforté de 9,7%, au mois de mars 2020, à la faveur de la « filature, tissage et ennoblement textile » (+153,4%), la fabrication de produits agroalimentaires (+4,4%) et la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+12,9%). Par contre, les activités extractives (-18%), la « fabrication de matériels de transport » (-54,9%) et la « fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction » (-9,5%) se sont repliées. Sur un an, l'activité du secondaire a affiché une baisse de 1,9%, essentiellement imputable aux activités extractives (-55,7%), à la « production de métallurgie-fonderie et fabrication d'ouvrage en métaux » (-30,3%), à la « fabrication de matériels de transport » (-47,1%) et au « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-38,7%). Toutefois, la branche « filature, tissage et ennoblement textile » (+93,5%), la fabrication de produits chimiques de base (+38,6%) et la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+13,4%) se sont bien comportées sur la période.

**Graphique 6: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire (base 100=2016)**

Source: DPEE

**Graphique 4: Evolution dans le sous-secteur de la pêche (base 100 = 2016)**

Source: DPM, PAD, DPEE

**Graphique 5: Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (base 100 = 2016)**

Source: SOGAS, DPEE

**Tableau 4: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secondaire (base 100=2016)**

SECTEURS	Pond (2018)	2019		2020		Variation	
		Mars (1)	Fév. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
		2020/2019					
<b>SECONDAIRE</b>	<b>26,8%</b>	<b>125,2</b>	<b>111,9</b>	<b>122,8</b>	<b>9,7%</b>	<b>-1,9%</b>	
Activités extractives	3,5%	135,9	73,5	60,2	-18,0%	-55,7%	
Industrie (hors extractives)	17,4%	116,8	108,8	126,5	16,2%	8,3%	
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,6%	132,4	125,9	131,4	4,4%	-0,7%	
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,3%	97,9	62,2	60,0	-3,5%	-38,7%	
Fabrication de produits chimiques de base	0,6%	117,4	156,6	162,7	3,9%	38,6%	
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,8%	114,2	116,4	105,3	-9,5%	-7,7%	
Production de l'égrenage du coton	0,0%	36,1	87,9	141,2	60,6%	291,1%	
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblement textile	2,3%	99,3	75,8	192,1	153,4%	93,5%	
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	103,6	145,0	94,1	-35,1%	-9,2%	
Sciage et rabotage du bois	0,5%	67,7	56,9	53,7	-5,7%	-20,7%	
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	57,9	64,8	61,7	-4,9%	6,4%	
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	66,9	66,2	83,6	26,3%	25,0%	
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	118,0	114,0	130,1	14,2%	10,2%	
Travail du caoutchouc et du plastique	0,6%	109,7	101,6	104,3	2,6%	-4,9%	
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux	1,0%	131,5	84,8	91,6	8,0%	-30,3%	
Fabrication de matériels de transport	0,4%	110,5	129,7	58,5	-54,9%	-47,1%	
Autres industries manufacturières	1,5%	85,9	85,2	99,1	16,2%	15,3%	
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,6%	112,4	112,9	127,5	12,9%	13,4%	
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0%	116,0	114,6	123,9	8,1%	6,8%	
<b>Construction</b>	<b>3,3%</b>	<b>167,2</b>	<b>168,3</b>	<b>167,5</b>	<b>-0,5%</b>	<b>0,2%</b>	

Source: DPEE

## SECTEUR TERTIAIRE

### Contraction du secteur tertiaire en mars 2020

Le secteur tertiaire s'est contracté de 2,5%, entre février et mars 2020. Ce repli est imputable aux activités immobilières (-50,1%), aux « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (-13,6%), à l'« hébergement et restauration » (-39,5%), au transport (-6,8%), aux « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (-53,8%) et à l'« information et communication » (-4,8%). Sur la même période, le commerce et les « activités financière et d'assurances » se sont respectivement crû de 7,8% et 22,9%.

Sur un an, une baisse de 8,5% de l'activité du tertiaire est notée en mars 2020, attribuable aux activités immobilières (-56,7%), aux « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (-29,6%), au transport (-13,3%), à l'« information et communication » (-11,7%), à l'« hébergement et restauration » (-37,6%), aux « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (-63,8%) et à l'« enseignement » (-4,8%).

**Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2016)**

	Poids. 2019	2019			2020		Variations	
		Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)		
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>51,6%</b>	<b>95,3</b>	<b>89,5</b>	<b>87,2</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-8,5%</b>		
Commerce	14,6%	123,1	122,4	131,9	7,8%	7,2%		
Transport	4,2%	113,1	105,1	98,0	-6,8%	-13,3%		
Hébergement et restauration	1,4%	148,5	153,0	92,6	-39,5%	-37,6%		
Information et communication	4,5%	113,0	104,9	99,8	-4,8%	-11,7%		
Télécommunications	3,4%	119,2	108,2	108,8	0,6%	-8,7%		
Autres Activités d'Information et de Communication	1,1%	94,8	95,1	73,4	-22,9%	-22,6%		
Activités financières et d'assurance	2,7%	122,5	111,0	136,4	22,9%	11,3%		
Activités immobilières	8,3%	43,2	37,5	18,7	-50,1%	-56,7%		
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5,1%	76,7	62,5	54,0	-13,6%	-29,6%		
Activités de services et de soutien et de Bureau	1,9%	132,8	113,6	122,0	7,4%	-8,1%		
Enseignement	5,0%	30,0	27,5	28,6	3,9%	-4,8%		
Activités pour la santé	1,6%	104,0	105,2	105,3	0,1%	1,3%		
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,5%	118,5	92,9	42,9	-53,8%	-63,8%		
Autres services	1,8%	123,2	113,8	121,3	6,6%	-1,5%		

Source: DPEE

## EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR

### Quasi stabilité des effectifs à fin mars 2020

A fin mars 2020, l'emploi salarié du secteur moderne a légèrement progressé de 0,7% en variation mensuelle, en liaison avec les effectifs du tertiaire (+1,8%). Cette hausse est attribuable aux performances des services (+1,7%) et du commerce (+2,5%). L'emploi dans le secteur secondaire est, quant à lui, ressorti en baisse de 0,2%, expliqué par un repli des effectifs dans les industries (-0,1%) et les BTP (-0,7%).

Sur un an, le secteur moderne a enregistré une hausse de 4,3% de son emploi salarié au mois de mars 2020, tiré tant par le secondaire (+4,4%) que le tertiaire (+4,1%). Les postes pourvus se sont particulièrement accrus dans les industries (+5,1%) et les services (+5,4%). Toutefois, les BTP et le commerce ont observé des baisses respectives de 0,5% et 1,1% sur la période.

**Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100 = 2014)**

Emploi Salarié	POIDS	2019			2020		Variation	
		Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)		
<b>BRANCHES</b>								
INDUSTRIES	453,3	132,1	139,0	138,9	-0,1%	5,1%		
BTP/CONSTRUCTION	66,0	127,2	127,4	126,6	-0,7%	-0,5%		
SECONDAIRE	519,2	131,5	137,6	137,3	-0,2%	4,4%		
SERVICES	403,6	99,9	103,5	105,3	1,7%	5,4%		
COMMERCE	77,2	126,2	121,7	124,8	2,5%	-1,1%		
TERTIAIRE	480,8	104,1	106,4	108,4	1,8%	4,1%		
INDICE D'ENSEMBLE	1 000	118,3	122,6	123,4	0,7%	4,3%		

Source: DPEE

## OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

*Le climat des affaires (calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises) s'est dégradé en rythme mensuelle et est ressorti en dessous de sa moyenne de long terme, en mars 2020. Cette situation reflète les orientations défavorables des opinions respectives des industriels, entrepreneurs BTP et prestataires de services. Sur une base annuelle, l'indicateur s'est, aussi, affaibli de 3,7 points sur la période.*

**Tableau 7: Indice du climat des affaires**

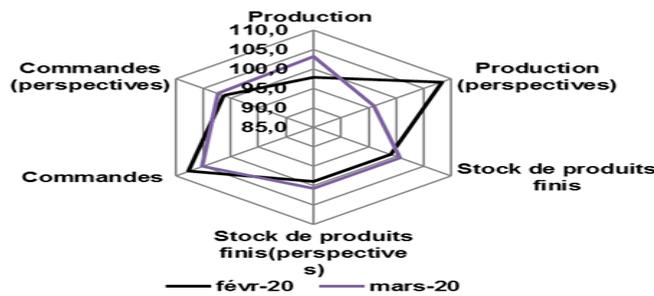
Opinion des chefs d'entreprises	Moyenne de long terme	2019			2020		Variation	
		Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)		
<b>Indicateur du climat des affaires</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>	<b>97,3</b>	<b>96,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>-3,7</b>		
Industrie	100	100,3	102,1	101,3	-0,8	1,0		
Btp	100	98,6	78,9	77,5	-1,4	-21,1		
Services	100	99,7	96,4	94,1	-2,3	-5,6		
Commerce	100	100,9	96,0	98,8	2,8	-2,1		
<b>Indicateur du climat de l'emploi</b>	<b>100</b>	<b>100,3</b>	<b>92,9</b>	<b>100,2</b>	<b>7,3</b>	<b>-0,1</b>		
Industrie	100	100,0	94,5	103,7	9,2	3,7		
Btp	100	102,6	82,0	76,3	-5,6	-26,3		

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

Dans l'industrie, l'insuffisance de la demande (48%), l'approvisionnement difficile en matières premières (26%), la concurrence supposée déloyale (26%) et les difficultés de recouvrement des créances (26%) ont constitué les principales con-

traintes à l'activité. Par ailleurs, le climat des affaires s'est tassé (-0,8 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, sous l'effet des orientations négatives des soldes d'opinion relatifs aux commandes reçues et perspectives de production.

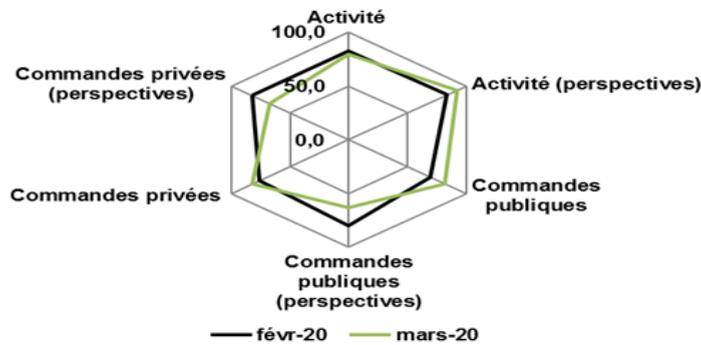
**Graphique 6:** solde d'opinion en février 2020 dans l'industrie



Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont les difficultés de recouvrement des créances (75%), l'accès difficile au foncier (50%), la concurrence supposée déloyale (50%) et l'accès difficile au crédit (50%). Par ailleurs, le climat des affaires est devenu moins attrayant (-1,4 point) dans le sous-

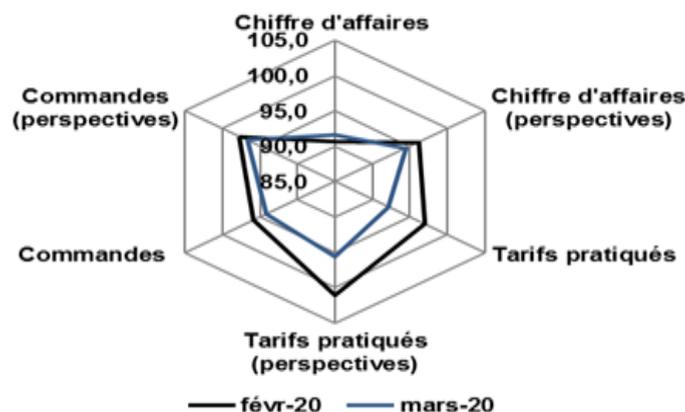
**Graphique 8:** solde d'opinion en février 2020 dans les BTP



Source: DPEE

Au titre du sous-secteur des services, la plupart des interrogés ont évoqué les difficultés de recouvrement des créances (71%), la concurrence jugée déloyale (43%), l'insuffisance de la demande (43%) et la fiscalité (29%) comme les principales entraves à l'activité, en mars 2020. En sus, le climat des affaires s'est affaïssi (-2,3 points) dans le sous-secteur, en rythme men-

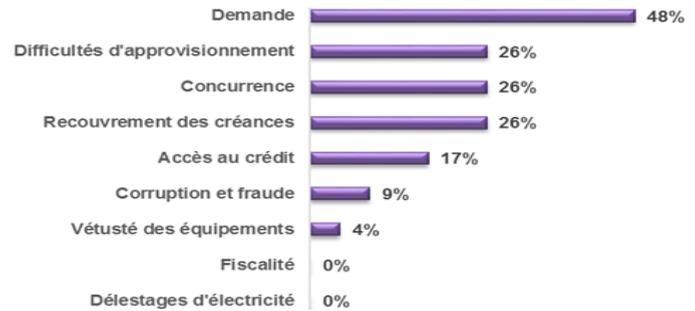
**Graphique 10:** solde d'opinion en février 2020 dans les services



Source: DPEE

S'agissant du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (100%), la concurrence jugée déloyale (75%) et l'insuffisance de la demande (75%) sont les contraintes à l'activité les plus évoquées par les interviewés, en mars 2020. Toutefois, le climat des affaires s'est renforcé (+2,8 points) en rythme mensuel, sous l'effet des orientations favorables des

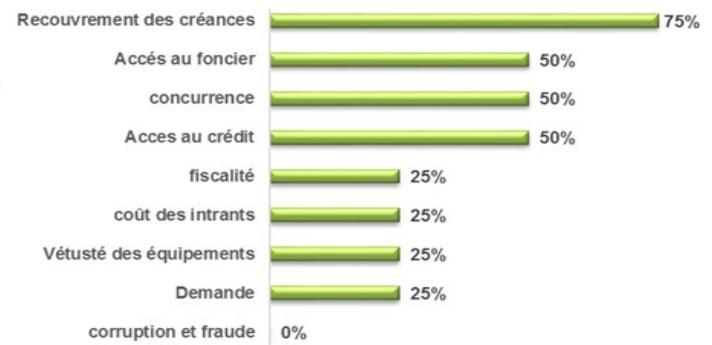
**Graphique 7:** Principales contraintes dans l'industrie



Source: DPEE

-secteur, en rythme mensuel, en liaison avec le pessimisme des chefs d'entreprises enquêtés quant aux perspectives de commandes publiques et privées.

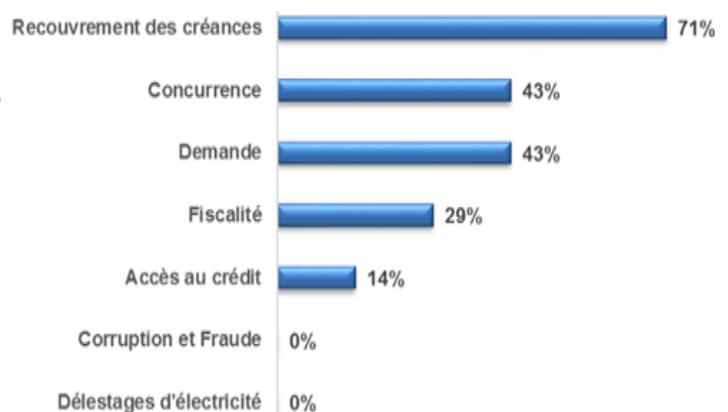
**Graphique 9:** Principales contraintes dans les BTP



Source: DPEE

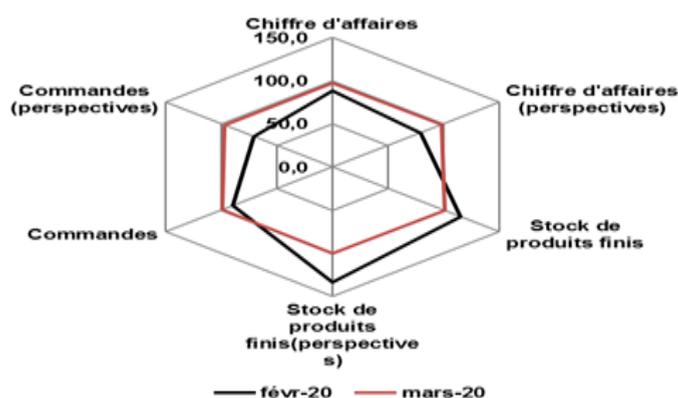
suel. Cette situation traduit la détérioration des soldes d'opinion relatifs aux commandes et tarifs pratiqués. En outre, la situation de crise liée au covid-19 a vraisemblablement sapé le moral des enquêtés quant aux perspectives de chiffre d'affaires, commandes reçues et tarifs pratiqués.

**Graphique 11:** Principales contraintes dans les services



Source: DPEE

soldes d'opinion relatifs aux commandes et chiffre d'affaires. L'optimisme des commerçants quant aux perspectives de commandes et de chiffre d'affaires a, aussi, contribué à la progression de l'indicateur dans le sous-secteur.

**Graphique 12:** solde d'opinion en février 2020 dans le commerce

Source: DPEE

**Graphique 13:** Principales contraintes dans le commerce

Source: DPEE

## PRIX A LA CONSOMMATION

### Légère hausse des prix à la consommation en mars 2020

En mars 2020, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1% en rythme mensuel, du fait des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,1%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,1%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+0,3%) et des « transports » (+1,5%). Sur une base annuelle, un accroissement de 2,5% du niveau général des prix à la consommation est noté en mars 2020, essentiellement porté par le renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,6%), notamment les céréales non transformées (+8,9%) et les huiles (+4,5%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques), elle est ressortie en hausse de 0,2%, en variation mensuelle, et 1,8%, en glissement annuel.

En termes d'origine, les prix des produits locaux et importés ont progressé respectivement de 0,3 et 0,1%, en variation mensuelle. Sur un an, les produits locaux et importés se sont respectivement renchéri de 2,1% et 2,5%, en mars 2020.

**Tableau 8:** Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 = 2008)

INHPC	Pond. 2014	2019			2020		VARIATION (%)	
		Mars (1)	Fév. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)		
Indice général	10000	103,1	105,6	105,7	0,1	2,5		
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4964	106,9	109,6	109,7	0,1	2,6		
Céréales non transformées	1159	99,9	109,0	108,9	-0,2	8,9		
Bœuf	268	124,3	125,8	126,2	0,3	1,5		
Poissons frais	423	146,4	147,1	143,4	-2,6	-2,1		
Lait	195	99,3	99,6	99,7	0,1	0,5		
Huiles	522	104,0	108,3	108,7	0,3	4,5		
Légumes frais en fruit ou racine	248	88,5	82,1	82,7	0,8	-6,5		
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1204	98,3	99,2	99,2	0,1	0,9		
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	103,9	104,1	104,5	0,3	0,5		
Santé	353	106,2	106,8	106,5	-0,3	0,3		
Transports	563	98,2	99,8	101,2	1,5	3,1		
Enseignement	194	107,7	108,8	108,8	0,0	1,0		
Restaurants et Hôtels	376	103,4	105,1	105,1	0,1	1,7		
Biens et services divers	383	100,8	102,4	102,3	-0,1	1,4		

Source: ANSD

## TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL

### Perte de compétitivité-prix au mois de mars 2020

Au mois de mars 2020, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de compétitivité-prix évaluées à 1,9%, en variation mensuelle, sous l'effet conjugué du différentiel d'inflation défavorable (+0,1%) et de l'appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (+1,8%).

Face aux pays partenaires membres de l'UEMOA, les pertes de compétitivité sont de l'ordre de 1,5%, en variation mensuelle, en liaison avec le différentiel d'inflation défavorable. Toutefois, des gains de compétitivité par rapport aux partenaires membres de la zone euro estimés à 0,3%, en rapport avec le différentiel d'inflation défavorable sont notés.

En glissement annuel, des pertes de compétitivité de 1,3% ont été notées. Ces dernières résultent d'une appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (+1,7%) amoindrie par un différentiel d'inflation favorable (-0,4%).

**Tableau 9:** Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)

COMPETITIVITE	2019	2020		Variation	
	Mars. (1)	Fév. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
TCER					
Global	91,4	90,9	92,7	1,9%	1,3%
Pays UEMOA	96,0	96,0	97,4	1,5%	1,6%
Pays africains hors UEMOA	90,1	83,9	85,3	1,7%	-5,4%
Zone EURO	95,7	97,8	97,5	-0,3%	1,8%
Pays industrialisés hors EURO	85,3	84,3	88,7	5,3%	4,0%
TCEN					
Global	118,5	118,4	120,6	1,8%	1,7%
Pays africains hors UEMOA	207,1	203,1	207,6	2,2%	0,3%
Pays industrialisés hors EURO	120,2	120,7	126,6	4,9%	5,4%
Prix intérieurs	120,7	123,6	123,7	0,1%	2,5%
Prix extérieurs	156,4	160,9	160,9	0,0%	2,9%
Global	156,4	160,9	160,9	0,0%	2,9%
Pays UEMOA	125,8	128,7	126,9	-1,4%	0,9%
Pays africains hors UEMOA	277,2	299,2	301,0	0,6%	8,6%
Zone EURO	126,0	126,4	126,9	0,4%	0,7%
Pays industrialisés hors EURO	170,0	177,0	176,5	-0,2%	3,8%

Source: DPEE

**ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR****Aggravation du déficit commercial en mars 2020**

*milliards contre 29,4 milliards en février 2020, soit un creusement de 282,8 milliards. Cette situation s'explique par la forte hausse des importations (+282,8 milliards) face aux exportations qui ont faiblement augmenté (+3,8 milliards), en variation mensuelle. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 42,0 points de pourcentage pour s'établir à 31,5% en mars 2020.*

**Hausse des exportations en mars 2020**

Les exportations de biens sont évaluées à 153,4 milliards au mois de mars 2020 contre 149,6 milliards au mois précédent, soit une hausse de 2,5% (+3,8 milliards). Cette situation reflète essentiellement la progression de la valeur des exportations d'acide phosphorique (+5,6 milliards) et de titane (+3,2 milliards). En revanche, le mois de mars se caractérise par un repli des exportations de produits alimentaires (-9,6 milliards), de produits pétroliers (-6,3 milliards), de ciment (-4,1 milliards), d'engrais chimiques et minéraux (-1,8 milliard) et d'or non monétaire (-1,6 milliard). La contraction des ventes à l'étranger de produits alimentaires est essentiellement imputable à la baisse des exportations de produits arachidières (-12,1 milliards).

En glissement annuel, les exportations de biens ont affiché une baisse de 24,5% (-49,9 milliards), traduisant ainsi, la contraction de la valeur des exportations de produits pétroliers (-24,3 milliards), d'or non monétaire (-15,7 milliards), de produits alimentaires (-12,1 milliards), d'acide phosphorique (-10,2 milliards) et d'engrais chimiques et minéraux (-6,1 milliards). En revanche, le titane et le zircon ont connu des hausses respectives de 6,1 milliards et 1,5 milliard. La baisse des exportations de produits alimentaires est consécutive à la diminution des ventes à l'extérieur de produits arachidières (-15,4 milliards), atténuée, toutefois, par la hausse des exportations de produits halieutiques (+2,1 milliards) et de préparations de soupes, potages et bouillons (+1,0 milliard).

S'agissant de la zone UEMOA, les exportations du Sénégal se sont établies au mois de mars 2020, à 37,6 milliards contre 35,0 milliards en février 2020, soit une hausse de 2,6 milliards (+7,4%). La part de l'UEMOA dans les exportations totales du Sénégal s'est située à 24,5% en mars 2020 contre 23,4% en février 2020. Le poids des exportations du Sénégal vers Mali dans les exportations totales de l'Union est passé de 51,0% à 42,6% sur la période. Le ciment reste le principal produit exporté vers ce pays partenaire avec une part de 27,1% contre 42,0% en février 2020.

**Durant le mois de mars 2020, les échanges extérieurs du Sénégal font ressortir un déficit de 274,5**

*milliards. Cette situation s'explique par la forte hausse des importations (+282,8 milliards) face aux exportations qui ont faiblement augmenté (+3,8 milliards), en variation mensuelle. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 42,0 points de pourcentage pour s'établir à 31,5% en mars 2020.*

**Hausse des importations en mars 2020**

Les importations de biens, pour leur part, se sont inscrites en hausse de 282,8 milliards au mois de mars 2020 pour se situer à 486,2 milliards. Cette situation s'explique, en partie, par la progression des achats à l'étranger de produits pétroliers (+86,4 milliards), de « machines, appareils et moteurs » (+40,4 milliards), de produits alimentaires (+36,1 milliards) et de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+35,2 milliards). Concernant les importations de produits alimentaires, la hausse est liée à la reprise des achats de riz (+13,4 milliards), d'huiles et graisses animales et végétales (+9,5 milliards), de « froment et méteil » (+6,2 milliard) et de fruits et légumes comestibles (+1,1 milliard). Pour ce qui est des produits pétroliers, la hausse observée est l'effet de la progression des achats d'huiles brutes de pétrole (+78,7 milliards) et de produits pétroliers raffinés (+7,7 milliards).

En glissement annuel, les importations de biens ont augmenté de 56,8% (+176,1 milliards) au mois de mars 2020. Cette progression est en liaison avec la hausse des achats des produits pétroliers (+77,7 milliards), de produits alimentaires (+22,8 milliards), de « machines, appareils et moteurs » (+19,4 milliards), de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+16,6 milliards) et de produits pharmaceutiques (+4,4 milliards). Les importations de produits pétroliers ont augmenté du fait de la hausse des achats d'huiles brutes de pétrole (+78,7 milliards), légèrement atténuée par une baisse des importations de produits pétroliers raffinés (-1,0 milliard). Le renforcement des importations de produits alimentaires reflète l'augmentation des achats de froment et méteil (+6,9 milliards), de riz (+6,4 milliards), d'huiles et graisses animales et végétales (+5,1 milliards) et de maïs (+1,3 milliard).

Concernant les importations de biens en provenance des pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 8,4 milliards au mois de mars 2020 contre 4,5 milliards le mois précédent. Elles ont, ainsi, représenté 1,7% de la valeur totale des importations de biens au mois de mars 2020 contre 2,2% un mois auparavant. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 64,2%. Les achats en provenance de ce pays ont principalement porté sur les « fruits et légumes comestibles », les « matières plastiques artificielles » et les bois et ouvrages avec des parts respectives, de 13,7%, 10,5% et 5,6%.

**Tableau 10: Exportations en valeur (millions de FCFA)**

EXPORTATIONS (en millions)	2019	2020		Variations relatives	
	Mars (1)	Févr. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	55 664	53 168	43 551	-18,1%	-21,8%
- PRODUITS HALIEUTIQUES	24 433	25 305	26 521	4,8%	8,5%
- LEGUMES FRAIS	5 862	5 732	6 040	5,4%	3,0%
- PREPARATIONS DE SOUPES POTAGES BOUILLONS	5 798	6 268	6 813	8,7%	17,5%
- PRODUITS ARACHIDIERS	16 652	13 313	1 255	-90,6%	-92,5%
CIMENT HYDRAULIQUE	5 925	8 976	4 906	-45,3%	-17,2%
PRODUITS PETROLIERS	31 565	13 529	7 254	-46,4%	-77,0%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	6 531	2 198	409	-81,4%	-93,7%
ACIDE PHOSPHORIQUE	22 955	7 160	12 787	78,6%	-44,3%
ZIRCON	3 895	5 969	5 419	-9,2%	39,1%
OR BRUT	39 770	25 660	24 071	-6,2%	-39,5%
TITANE	409	3 323	6 508	95,8%	1491,2%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	166 715	119 982	104 906	-12,6%	-37,1%
AUTRES PRODUITS	36 552	29 599	48 488	63,8%	32,7%
TOTAL	203 267	149 581	153 394	2,5%	-24,5%

Source: ANSD

**Tableau 11: Importations en valeur (millions de FCFA)**

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2019	2020		Variations relatives	
	Mars (1)	Févr. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	44 384	31 018	67 145	116,5%	51,3%
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	3 343	1 456	2 518	72,9%	-24,7%
- FROMENT ET METEIL	4 960	5 702	11 870	108,2%	139,3%
- MAIS	1 418	2 624	2 754	5,0%	94,2%
- RIZ	16 504	9 431	22 863	142,4%	38,5%
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	8 869	4 487	13 952	210,9%	57,3%
- AUTRES PRODUITS	9 290	7 319	13 189	80,2%	42,0%
PRODUITS PETROLIERS	41 461	32 801	119 165	263,3%	187,4%
- HUILES BRUTES DE PETROLE	-	-	78 667		
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	41 461	32 801	40 498	23,5%	-2,3%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	11 771	7 957	16 236	104,0%	37,9%
MACHINES APPAREILS & MOTEURS	55 793	34 703	75 152	116,6%	34,7%
VEHICULES MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	34 643	16 083	51 257	218,7%	48,0%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	188 051	122 562	328 956	168,4%	74,9%
AUTRES PRODUITS	122 006	80 831	157 248	94,5%	28,9%
TOTAL	310 057	203 393	486 204	139,0%	56,8%

Source: ANSD

## FINANCES PUBLIQUES

*Au cours du premier trimestre de 2020, la gestion budgétaire est marquée par une hausse modeste des ressources associée à une faible évolution des dépenses. En effet, en glissement annuel, les ressources mobilisées à fin mars 2020, évaluées à 546,9 milliards, se sont accrues de 3,2% sous l'impulsion des dons tandis que les dépenses ont augmenté de 1,3% pour s'établir à 1027,5 milliards. En conséquence, le solde budgétaire est estimé à 480,6 milliards à fin mars 2020 contre un déficit de 484,8 milliards à la même période de l'année précédente.*

### Quasi stabilité des ressources budgétaires à fin mars

Concernant les ressources, elles sont constituées de recettes budgétaires (511,4 milliards) et de dons (35,6 milliards). En glissement annuel, les ressources se sont confortées de 16,9 milliards imputable essentiellement aux dons en capital évalués à 34,9 milliards (+144,1%). Par ailleurs, les recettes budgétaires, estimées à 511,4 milliards, sont restées quasi stables, à fin mars 2020, par rapport à la même période de 2019. Ces dernières sont caractérisées par une augmentation des recettes fiscales (+0,6%) et une baisse des recettes non fiscales (-16,1%). L'amélioration des recettes fiscales, établies à 494,3 milliards, est impulsée par la hausse de l'impôt sur les sociétés, de la TVA intérieure (hors pétrole), de la taxe spécifique pétrole et du FSIPP qui se sont confortés respectivement de 18,9 milliards, 13,4 milliards, 3,2 milliards et 2 milliards pour se situer à 75,4 milliards, 72,4 milliards, 32,3 milliards et 6,7 milliards à fin mars 2020. Les taxes rapatriées (PSE et COSEC), estimées à 8,2 milliards ont aussi contribué à la hausse des recettes fiscales. En revanche, les droits et taxes mobilisées par la Douane, notamment, la TVA import (88,7 milliards) et les droits de porte (54,9 milliards) ont atténué cette tendance haussière avec des baisses respectives de 3 milliards (-3,2%) et 9 milliards (-14,1%). De même, l'impôt sur le revenu (92,8 milliards) et la taxe sur la consommation hors pétrole (9,1 milliards) se sont inscrits sur cette dynamique de baisse avec des contractions respectives de 6,7% et 27,2%.

Quant aux recettes non fiscales, leur repli traduit le retard dans la mobilisation des produits financiers (dividendes et commissions de transfert) attendue de la Banque centrale.

### Progression des dépenses publiques à fin mars 2020

Au titre des dépenses budgétaires, elles ont été exécutées à hauteur de 1027,5 milliards à fin mars 2020 contre un montant de 1014,8 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 12,7 milliards (+1,3%). Cette augmentation reflète la progression des dépenses courantes, notamment, la masse salariale et les charges de fonctionnement, atténuée, toutefois, par la baisse des intérêts sur la dette et la contraction des dépenses d'investissements. En effet, les charges de fonctionnement (312,8 milliards) et la masse salariale (204 milliards) ont progressé respectivement de 19,1 milliards (+6,5%) et 21,3 milliards (+11,7%). Cette hausse est atténuée, d'une part, par la contraction des intérêts sur la dette qui se sont repliés de 2,1 milliards pour s'établir à 113,9 milliards, et d'autre part, par la réduction des dépenses d'investissements ; lesquelles ont baissé globalement de 6,1%, passant ainsi de 422,4 milliards à 396,8 milliards sur la période. Ce repli est imputable, aussi bien, aux investissements financés sur ressources internes (208,8 milliards) qu'aux investissements financés sur ressources extérieures (188 milliards).

## MONNAIE ET CREDIT

*A fin février 2020, la situation estimée des institutions de dépôts, comparée à celle de la fin du mois précédent, fait ressortir une expansion de la masse monétaire. En contrepartie, une augmentation des avoirs extérieurs nets et un dégonflement de l'encours des créances intérieures sont notés sur la période sous revue.*

### Progression de la masse monétaire en février 2020

La masse monétaire a progressé de 46,2 milliards, en variation mensuelle, pour atteindre 5590,3 milliards, à fin février 2020. Cette évolution est perceptible à travers les dépôts transférables qui ont augmenté de 43,1 milliards pour s'établir à 2611,5 milliards. Pour sa part, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) a augmenté de 0,4 milliard pour s'établir à 1282,9 milliards, à fin février 2020. Quant aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils se sont fixés à 1695,9 milliards; augmentant de 2,7 milliards. Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 433,4 milliards ou 8,4%, à fin février 2020.

### Hausse des actifs extérieurs nets en février 2020

A fin février 2020, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 1831,6 milliards, en hausse de 25 milliards ou 1,4% par rapport à la fin du mois précédent. Cette situation est imputable aux banques primaires qui ont enregistré une augmentation de 55,8 milliards de leurs avoirs extérieurs nets (514,9 milliards). Concernant la Banque centrale, sa position extérieure nette s'est détériorée de 30,8 milliards pour s'établir à 1316,7 milliards, à fin février 2020. Comparativement à fin février 2019, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont diminué de 15,5 milliards ou 0,8%, à fin février 2020.

### Dégonflement de l'encours des créances intérieures nets en février 2020

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est dégonflé de 1,4 milliard entre fin janvier et fin février 2020, pour se chiffrer à 5155,4 milliards, du fait des créances nettes sur l'économie (-14,6 milliards) qui se sont situées à 4452,4 milliards. Concernant les créances sur l'administration centrale, elles sont ressorties en hausse de 13,2 milliards, en variation mensuelle, pour s'établir à 703 milliards, à fin février 2020. En glissement annuel, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 538,9 milliards ou 11,7%, à fin février 2020.

**Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)**

	2019	2020		Variation absolue (3)-(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)-(1)	Variation relative (3)/(1)
	Fév. (1)	Janv. (2)	Fév. (3)				
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>5156,9</b>	<b>5544,1</b>	<b>5590,3</b>	<b>46,2</b>	<b>0,8%</b>	<b>433,4</b>	<b>8,4%</b>
Circulation fiduciaire	1254,8	1282,5	1282,9	0,4	0,0%	28,1	2,2%
Dépôts transférables	2265,5	2568,4	2611,5	43,1	1,7%	346	15,3%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1636,6	1693,2	1695,9	2,7	0,2%	59,3	3,6%
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>1847,1</b>	<b>1806,6</b>	<b>1831,6</b>	<b>25</b>	<b>1,4%</b>	<b>-15,5</b>	<b>-0,8%</b>
BCEAO	1255,6	1347,5	1316,7	-30,8	-2,3%	61,1	4,9%
Banques	591,5	459,1	514,9	55,8	12,2%	-76,6	-13,0%
<b>Créances intérieures</b>	<b>4616,5</b>	<b>5156,8</b>	<b>5155,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>538,9</b>	<b>11,7%</b>
Créances nettes sur l'Administration Centrale	455,8	689,8	703	13,2	1,9%	247,2	54,2%
Créances sur l'économie	4160,7	4467	4452,4	-14,6	-0,33%	291,7	7,01%

Source: BCEAO

# ANNEXES

PRIMAIRE	2019	2020		Variation	
	Mars	Févr.	Mars	Mens.	Gliss.
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)
ABATTAGES CONTROLES (tonnes)	2491	2389	2396	0,3	-3,8
PECHE (en tonnes)	48175	69919	66429	-5,0	37,9
Pêche industrielle	17366	21979	25162	14,5	44,9
Pêche artisanale*	30944,8	47939,9	41267,1	-13,9	33,4
SECONDAIRE					
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)**	180,7	125,0	132,1	5,7	-26,9
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	6,0	1,0	1,0	-1,2	-83,2
Huile brute	3,1	0,8	0,6	-21,7	-80,4
Huile raffinée	0,2	0,2	0,4	68,7	145,9
Ventes ELECTRICITE : en millions de kWh	269,9	269,9	305,2	13,1	13,1
Basse tension	165,2	170,7	183,1	7,3	10,9
Moyenne tension	83,8	78,0	100,6	28,9	20,1
Haute tension	19,8	21,1	21,5	1,6	8,5
CIMENT (1000 tonnes)					
Production	590,7	602,1	545,0	-9,5	-7,7
Ventes locales	458,8	462,0	459,6	-0,5	0,2
PRODUITS chimiques (1000 tonnes)					
Acide phosphorique	33,3	49,9	51,7	3,7	55,2
Engrais solides	22,1	22,2	25,1	12,9	13,8
SEL:(Production en tonnes)	26265,0	25983,0	23284,0	-10,4	-11,3
COTON (Production en tonnes)	0,0	3953,7	1559,8	-60,5	-

\*: données provisoires

\*\*= données provisoires en mars 2020

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T4 <sub>19+</sub>	T1 <sub>19+</sub>	T2 <sub>19+</sub>	T3 <sub>19+</sub>	T4 <sub>19+</sub>	TRIM.	GLISS.
principal	121	34,6	81,1	158,9	405	155%	235%
intérêts et commissions	210,3	97,6	151,7	219,4	232,9	6%	11%

T: trimestre

\*: données provisoires

TERTIAIRE	2019	2020		Variation	
	Mars	Févr.	Mars	Mens.	Gliss.
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)
MOUVEMENTS D'AERONEFS	2 819	2 659	1 862	-30	-33,9
TOTAL PASSAGERS	218 760	224 440	123 436	-45	-43,6
Départs (nombre)	110 721	108 266	67 152	-38	-39,4
Arrivées (nombre)	94 405	106 151	50 577	-52,4	-46,4
En transit (nombre)	13 634	10 023	5 707	-43,1	-58,1
TOTAL FRET	3 522	3 350	3 355	0,2	-4,7
Départs (tonnes)	1 690	1 491	1 550	4,0	-8,3
Arrivées (tonnes)	1 833	1 859	1 805	-2,9	-1,5
TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes) *					
Total embarquements	476	365,3	416,6	14	-12,5
Total débarquements	1 326	1 318,90	1 570,70	19,1	18,5
TRAFIC FERROVIAIRE					
Trafics voyageurs du PTB (nbre)	63 731			-	-
FINANCES PUBLIQUES					
RECETTES BUDGETAIRES	174,7	224,4	177,3	-21	1,5
Recettes fiscales	156,7	220,4	173,5	-21,3	10,7
Recettes non fiscales (redevance radioélectrique y compris)	18,1	4	3,8	-5,0	-79,0
FONCTION PUBLIQUE**					
Salaires (en milliards de FCFA)	63,3	70,0	69,5	-0,7	9,8
Effectifs	141 512	146 238	146 645	0,3	3,6

\*= données provisoires en mars 2020

\*\*= données provisoires depuis janvier 2020